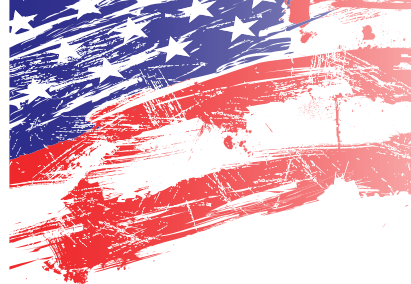


POLITIQUE AMÉRICAINE



Directeurs de la publication
et rédacteurs en chef

ALEXANDRA DE HOOP SCHEFFER

FRANÇOIS VERGNIOLE DE CHANTAL

COMITÉ DE RÉDACTION

• **DANIEL BÉLAND**, *Université de la Saskatchewan* • **ANNE-LORRAINE BUJON DE L'ESTANG**, *Institut des hautes études sur la justice* • **FRÉDÉRICK DOUZET**, *Université de Paris VIII*,
• **DENIS LACORNE**, *Centre d'études et de recherches internationales (CERI Sciences-Po)*,
• **ALIX MEYER**, *Université de Bourgogne* • **VINCENT MICHELOT**, *Institut d'études politiques de Lyon* • **JULIEN ZARIFIAN**, *Université de Cergy-Pontoise*

CONSEIL SCIENTIFIQUE

Akhil Reed AMAR, *professeur de droit et de science politique, Faculté de droit, Université Yale*

Suzanne BERGER, *professeur de science politique, M.I.T., Massachusetts Institute of Technology*

Bruce CAIN, *professeur de science politique, Université Stanford, Californie*

James W. CEASER, *professeur de science politique, Université de Virginie*

Jack CITRIN, *professeur de science politique, Institute for Governmental Studies, Université de Californie, Berkeley*

John D. DONAHUE, *professeur de science politique, John F. Kennedy School of Government, Université Harvard*

Francis FUKUYAMA, *professeur de relations internationales, School of Advanced International Studies, Université Johns Hopkins*

Charles O. JONES, *professeur émérite de science politique, Université de Wisconsin-Madison*

Robert O. KEOHANE, *professeur de relations internationales, Université Duke*

Charles A. KUPCHAN, *professeur de relations internationales, Université Georgetown*

David R. MAYHEW, *professeur de science politique, Université Yale*

Sidney MILKIS, *professeur de science politique, Miller Center, Université de Virginie*

Joseph S. NYE, *professeur de relations internationales, John F. Kennedy School of Government, Université Harvard*

Robert B. REICH, *professeur d'économie politique, Université de Californie, Berkeley*

Andrew RUDALEVIGE, *professeur de science politique, Bowdoin College*

Larry J. SABATO, *professeur de science politique, Université de Virginie*

Saskia SASSEN, *professeur de sociologie, Université de Columbia*

Steven SKOWRONEK, *professeur de science politique, Université Yale*

Anne-Marie SLAUGHTER, *professeur de relations internationales, Woodrow Wilson School of Public and International Affairs, Université Princeton*

Rogers SMITH, *professeur de science politique, Université de Pennsylvanie*

Ezra SULEIMAN, *professeur de science politique, Université Princeton*

Serge SUR, *professeur des universités, Université de Paris-Panthéon-Assas*

Bruno TERTRAIS, *maître de recherches, Fondation pour la Recherche Stratégique*

Margaret WEIR, *professeur de science politique et de sociologie, Université de Californie, Berkeley*

Maquette réalisée par Ata AYATI

Secrétaire de rédaction : Lélia ROUSSELET

Revue publiée en partenariat avec l'Institut des Amériques et avec le soutien du Centre National du Livre et du German Marshall Fund



The German Marshall Fund
of the United States

STRENGTHENING TRANSATLANTIC COOPERATION

© L'Harmattan, 2015
5-7, rue de l'École Polytechnique ; 75005 Paris
<http://www.editions-harmattan.fr>
diffusion.harmattan@wanadoo.fr
ISBN : 978-2-34307-803-8
EAN : 9782343078038

Sommaire

Dossier dirigé par Ata Ayati et Julien Zarifian

Éditorial	5
ALEXANDRA DE HOOP SCHEFFER ET FRANÇOIS VERGNIOLLE DE CHANTAL	
Introduction	9
ATA AYATI ET JULIEN ZARIFIAN	
Entretien avec Pierre Melandri	13
RÉALISÉ PAR JULIEN ZARIFIAN	
Le dossier du nucléaire iranien et la question du rapprochement États-Unis — Iran	31
JULIEN ZARIFIAN	
Le « fantôme » de l'<i>Irangate</i> dans les négociations sur le nucléaire iranien	49
DAVID RIGOLET-ROZE	
La variable israélienne de la politique américaine vis-à-vis de l'Iran	69
JEAN-LOUP SAMAAN	
La relation américano-saoudienne à l'épreuve du rapprochement entre Washington et Téhéran	85
SÉBASTIEN WESSER	
Les États-Unis et l'Iran face à l'« AfPak » : des alliés naturels ?	103
DIDIER CHAUDET	
VARIA	
La négociation du Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement (TTIP) : comparaison entre les opinions publiques	131
VICKI BIRCHFIELD	
Compte-rendu d'ouvrages	159
Abstracts	173

La relation américano-saoudienne à l'épreuve du rapprochement entre Washington et Téhéran

Sébastien Wesser*

Résumé

Dans un Moyen-Orient en pleine ébullition, l'administration Obama a gagné son pari, lancé en 2013, de négocier une sortie de crise avec Téhéran afin de maîtriser la menace nucléaire iranienne et de restaurer les relations entre les deux pays après un gel de plus de trente-cinq ans. Ébranlés par le printemps arabe et déstabilisés par les conséquences des inextricables conflits syrien et irakien, les partenaires arabes des États-Unis étaient vent debout contre ce projet. Le Royaume saoudien, pourtant allié historique des États-Unis au Moyen-

Orient, se méfie désormais des intentions de Washington. Au-delà de sa volonté de consolider sa puissance militaire, Riyad semble décidé à acquérir également un arsenal nucléaire pour faire face à une potentielle menace nucléaire iranienne. Alors que les deux pays s'affrontent déjà par alliés interposés en Irak ou en Syrie, le conflit yéménite apparaît, de plus en plus, comme un affrontement direct entre Riyad et Téhéran. Washington peut-il résoudre la quadrature du cercle du retour de l'Iran sur les scènes régionale et internationale ?

Dans un Moyen-Orient en pleine ébullition, l'administration Obama a gagné son pari, lancé en 2013, de négocier une sortie de crise avec Téhéran afin de maîtriser la menace nucléaire iranienne et de restaurer les relations entre les deux pays après un gel de plus de trente-cinq ans. Ébranlés par le printemps arabe et déstabilisés par les conséquences des inextricables conflits syrien et irakien, les partenaires arabes des États-Unis étaient vent debout contre ce projet. Partenaire historique de Washington dans la région, l'Arabie saoudite a tenté inlassablement de faire avorter tout accord. Pour Riyad, un Iran nucléaire représente un risque stratégique inacceptable. Par ailleurs, le Royaume craint que Téhéran n'instrumentalise les peuples chiites arabes, dont les minorités vivant dans les pétromonarchies, contre les régimes sunnites¹. Alors que le roi Salman

* Docteur en études anglophones (Paris 3).

1 Le renversement, en janvier 2015, du président yéménite Hadi, soutenu par Riyad, par les Houthis chiites, soutenus par Téhéran, a profondément inquiété le Royaume. Les Saoudiens voient là la main de l'Iran qu'ils accusent de vouloir déstabiliser les régimes sunnites de la région. Menace réelle ou utilisation politique d'une situation yéménite qui tourne à la guerre civile depuis les contestations de 2011, la position saoudienne est toujours suspecte de vouloir renforcer la mainmise du Royaume sur l'État yéménite.

vient de succéder à Abdallah et que cette succession politique a été bien gérée, comment l'Arabie saoudite peut-elle réagir après un tel accord ? Les États-Unis parviendront-ils à imposer à leurs différents partenaires et alliés régionaux un nouveau *modus vivendi* qui intègre le retour de l'Iran sur les scènes régionale et internationale ?

Entre intérêts économiques et militaires, volonté de prévenir toute prolifération nucléaire dans la région et émergence du nouveau conflit yéménite, l'administration Obama se retrouve face à une quadrature du cercle moyen-orientale.

Les États-Unis et la stratégie des « piliers »

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont développé au Moyen-Orient une stratégie dite des « piliers ». Basée sur les relations privilégiées qu'entretenait alors Washington avec l'Arabie saoudite, l'Iran, Israël et la Turquie, elle visait à contenir l'influence soviétique portée par les pays liés à Moscou (Égypte, Irak et Syrie). Si l'on excepte l'importance particulière que revêt l'alliance avec Israël pour les élites américaines, Washington a pendant plusieurs années géré concomitamment des relations privilégiées avec Riyad et Téhéran.

Plus ancien partenaire américain dans la région, l'Arabie Saoudite est liée à Washington depuis la rencontre entre Roosevelt et Ibn Saoud, et les accords du Quincy en 1945². La relation américano-saoudienne, qui fête ses soixante-dix ans en 2015, s'est construite sur une convergence objective d'intérêts, non sur une communauté de valeurs. Cette relation privilégiée va, jusqu'aux attentats du 11 septembre 2001, structurer la politique américaine au Moyen-Orient sans trop être remise en question³. Chocs pétroliers de 1973 et 1974, assassinat du roi Fayçal en 1975, révolution iranienne et révolte de La Mecque en 1979⁴, chute

RIEDEL, Bruce. "How will Saudi Arabia respond to the Houthi takeover of Yemen? Bring back the PDRY". Washington D.C. : Brookings Institution, 08 février 2015. Disponible à : <http://www.brookings.edu/blogs/markaz/posts/2015/02/08-yemen-saudi-arabia-iran-civil-war>, consulté en octobre 2015.

VATANKA, Alex. "Iran's Yemen Play. What Tehran Wants-And What It Doesn't.". *Foreign Affairs*, 04 avril 2015.

2 En février 1945, Roosevelt rencontre Ibn Saoud, le fondateur de l'actuel Royaume saoudien sur le Quincy, un croiseur américain. Lors de cette rencontre, ils scellent un accord qui va engager leurs États sur le long terme. Riyad, premier détenteur mondial de ressources pétrolières, s'engage à assurer l'approvisionnement du marché américain et mondial en pétrole à un coût raisonnable, tandis que Washington s'engage à assurer la sécurité du Royaume et à protéger la monarchie des Saoud, ceci en faisant fi des enjeux démocratiques.

3 Si l'on devait réduire à l'essentiel les piliers de la politique américaine au Moyen-Orient, deux sont constants et pérennes : l'approvisionnement pétrolier, et donc l'alliance avec l'Arabie Saoudite, et la protection de l'État d'Israël, qui, fort du soutien de nombre d'Américains, possède d'excellents relais auprès du Congrès.

4 En novembre 1979, un groupe armé de fondamentalistes saoudiens, dénonçant la corruption de la famille Al-Saoud et ses accointances avec l'Occident, envahit et prend le contrôle de la Grande Mosquée de La Mecque. Destabilisé et impuissant face à cette contestation interne,

progressive de l'URSS entre 1989 et 1991, première guerre du Golfe, attentats anti-occidentaux en 1995 et 1996, conflit(s) israélo-palestinien(s), aucun de ces événements, malgré quelques tensions, n'avait ébranlé l'alliance sacrée « du capital et du goupillon » et la relation privilégiée entre Washington et Riyad. Depuis 1945, les acteurs des appareils d'État des deux pays se connaissent, se fréquentent, travaillent et « investissent » ensemble. Ainsi, lors de la première guerre du Golfe, « les élites américaines ne trouvent pas choquant que le budget saoudien prenne en charge les dépenses militaires américaines »⁵, des dépenses que le FMI a évaluées à cinquante-cinq milliards de dollars. Dans le même ordre d'idées, l'analyste Laurent Murawiec a publié une liste non exhaustive des liens, parfois délicats, qui pouvaient exister entre l'Arabie Saoudite et des responsables américains jusqu'au plus haut rang⁶. Cette relation privilégiée, même si elle demeure très forte, va se dégrader à partir des attentats du 11 septembre, de nombreux faisceaux de suspicion convergeant vers une potentielle implication de hauts dignitaires saoudiens⁷.

Côté iranien, l'alliance avec les États-Unis est entérinée, en 1947, par la signature d'un accord de coopération militaire. En 1949, les communistes du Toudéh sont accusés d'une tentative d'assassinat contre le Chah. Le parti est alors interdit et ses membres sont arrêtés ou s'exilent. À la suite de tensions autour des négociations sur l'exploitation des ressources pétrolières par l'Anglo-Iranian Oil Company, le *Majlis*⁸, mené par Mohammed Mossadegh, vote, en 1951, la nationalisation de l'industrie pétrolière iranienne. Porté par la rue iranienne, Mossadegh est nommé Premier ministre. Face à son intransigeance à régler le différend pétrolier avec les Britanniques, les États-Unis craignent de plus en plus que la neutralité iranienne, en pleine guerre froide, ne cache un rapprochement avec Moscou. S'appuyant sur la CIA, les États-Unis organisent alors l'opération Ajax qui renverse le gouvernement⁹. À partir de là, le régime du Chah reçoit un

Riyad fait appel à ses alliés américains et français. Une fois l'ordre rétabli, le pouvoir fera exécuter toutes les personnes impliquées. Cet épisode est l'un des plus emblématiques de la contestation interne, notamment par les factions fondamentalistes les plus radicales, et de la fragilité du régime.

Cela explique aussi l'obligation des Saoud, aujourd'hui encore, d'organiser un équilibre et un *modus vivendi* entre les partisans d'une modernisation du Royaume et les tenants d'une ligne traditionaliste stricte. HEGGHAMER, Thomas et LACROIX, Stéphane. *The Meccan Rebellion* Bristol (UK) : Amal Press, 2011.

- 5 DROZ-VINCENT, Philippe. *Vertiges de la puissance. Le « moment américain » au Moyen-Orient*. Paris : Éditions La Découverte, 2007, p. 232. Coll. Textes à l'appui/Relations internationales.
- 6 MURAWIEC, Laurent. *La guerre d'après*. Paris : Albin Michel, 2003, voir notamment le chapitre « Des amitiés intéressées », p. 156-174.
- 7 Le lecteur pourra, entre autres, se reporter aux documents suivants : National Commission on Terrorist Attacks. *The 9/11 Commission Report*. New York, 22/07/2004, et FEUERBERG, Gary. "The Saudi Connection to 9/11 Attacks. Congressmen Call for Declassifying 28 pages from a 9/11 Joint Congressional Inquiry". *The Epoch Times*, 04 janvier 2014.
- 8 Le parlement iranien.
- 9 « La CIA reconnaît son rôle dans le coup d'État en Iran en 1953 ». Paris : *Le Monde*, 19 août 2013 ; CURTIS, Glenn E. et HOOGLUND, Eric. *Iran. A country study*. Washington D.C. :

soutien inconditionnel de Washington. Pilier de la politique étrangère américaine dans la région¹⁰, l'Iran ambitionne de devenir le gendarme du golfe Persique et s'équipe de matériel militaire américain. Cette alliance prend fin dans les tourments de la révolution de 1979 et de la prise d'otages à l'ambassade américaine. Humiliée, l'administration Carter rompt les liens avec Téhéran et déclenche le processus des sanctions qui n'a cessé de se renforcer depuis.

Les négociations de l'accord sur le nucléaire iranien, facteur de réconciliation entre Washington et Téhéran ?

Après les rendez-vous manqués de l'ère Clinton/Khatami¹¹ et les menaces pesantes des présidences de George W. Bush et Mahmoud Ahmadinejad, le duo Obama/Rohani a-t-il enfin réussi à réconcilier les deux ennemis de trente-cinq ans ?

À Téhéran, lors des deux années qui ont précédé la signature de l'accord sur le nucléaire iranien, la réponse se trouvait principalement dans l'action d'Ali Khamenei, véritable homme-clef de la politique étrangère iranienne et commandant en chef des armées. Quelques jours avant le premier accord du 24 novembre 2013¹², le Guide suprême réaffirme son soutien aux négociateurs tout en rappelant le droit de l'Iran au nucléaire et l'existence de lignes rouges que ne doivent pas franchir les équipes de Hassan Rohani et Mohammad Zarif¹³, des directives réitérées dans un discours intervenant après la prorogation des négociations six mois plus tard. Maniant toujours le chaud et le froid, le Guide assure que l'Iran ne cherche pas à se doter de l'arme atomique tout en dénonçant l'ingérence améri-

Federal Research Division, Library of Congress, 5^e éd. 2008, p. 32-34.

10 En 1978, on compte 45 000 expatriés américains en Iran. *Ibid.*, p. 47.

Voir aussi l'ouvrage de CORDONNIER, Jocelyn. *Les États-Unis et l'Iran au cours des années 1970. Une amitié particulière au temps de la guerre froide*. Paris : L'Harmattan, 2015.

11 À plusieurs reprises, il y a eu des contacts plus ou moins formels pour tenter de renouer le dialogue. En 2001, entre autres, Téhéran a offert des facilités aux troupes américaines dans leur opération contre le régime taliban.

12 Le 24 novembre 2013, à Genève, les négociateurs du P5+1 et ceux de l'Iran ont signé un protocole d'accord en vue de mener des négociations visant à résoudre la crise du nucléaire iranien. Dans le cadre de cet accord, d'une durée initiale de six mois renouvelable, l'Iran s'engage, entre autres, à ne pas enrichir d'uranium à plus de 5 % et à ne pas poursuivre les activités de ses usines de Fordow, de Natanz et de son réacteur d'Arak. En contrepartie, Américains et Européens s'engagent à desserrer l'étau des sanctions qui pèsent sur le pays. The White House. *The Joint Plan of Action agreed to by the P5+1 and Iran*. Genève, 24 novembre 2013. Disponible à : <https://www.whitehouse.gov/sites/default/files/foreign/jointplanofaction24november2013thefinal.pdf>, consulté en octobre 2015.

13 KHAMENEI, Ali. *Supreme Leader's Speech in Meeting with Basij Commanders*. Téhéran : The Center for Preserving and Publishing the Works of Grand Ayatollah Sayyid Ali Khamenei, 20 novembre 2013. Disponible à : http://english.khamenei.ir/index2.php?option=com_content&task=view&id=1839&p, consulté en octobre 2015.

caine, rappelant que Washington dispose d'un important arsenal et a déjà utilisé le feu nucléaire¹⁴. Même s'il soutenait son équipe de négociateurs, en échange d'un abandon des réformes démocratiques¹⁵, le Guide devait également ménager les franges politiques les plus radicales et conservatrices qui ont toujours vu d'un mauvais œil un quelconque accord avec le « Grand Satan ». Par ailleurs, les Gardiens de la révolution, qui ont la main sur une grande partie de l'économie iranienne, ne tenaient pas non plus à un accord qui la sortirait de son isolement et risquerait de leur faire perdre un avantage financier considérable. La vraie question était de savoir si l'équipe Rohani/Zarif pouvait conserver l'équilibre qui a permis sa nomination assez longtemps pour mener les négociations à leur terme. Dans ce contexte, les échéances électorales de 2016, qui agitent la vie politique iranienne, ont donné lieu à des passes d'armes virulentes entre partisans et adversaires du gouvernement. Aux tentatives des conservateurs de déstabiliser M. Zarif, le gouvernement a répondu en s'attaquant à l'emprise des pasdarans sur la vie économique du pays. Le Guide a alors réitéré son soutien aux négociations mais a obligé le gouvernement à abandonner ses réformes économiques¹⁶. Tous savaient cependant que l'économie du pays était au bord du gouffre et que cette situation ne pouvait être supportée trop longtemps. Pour forcer l'Iran à négocier, l'administration Obama a frappé très fort, là où cela fait le plus mal. Le pays a été pris à la gorge du fait des sanctions américaines qui l'ont privé de liquidités indispensables¹⁷.

.....

- 14 KHAMEINEI, Ali. *Supreme Leader's Speech in Meeting with Government Officials*. Téhéran : The Center for Preserving and Publishing the Works of Grand Ayatollah Sayyid Ali Khamenei, 7 juillet 2014. Disponible à : http://english.khamenei.ir//index.php?option=com_content&task=view&id=1930&Itemid=4, consulté en octobre 2015.
- 15 Ali Khamenei, le Guide suprême, a négocié son plein soutien à l'équipe Rohani/Zarif sur le très sensible dossier des négociations sur le nucléaire contre un abandon par le président Rohani de ses volontés de réformes démocratiques. Ainsi, lorsque les conservateurs ont malmené Zarif, le ministre des Affaires étrangères, au Parlement, le Guide a dépêché l'un de ses proches pour qu'il signifie subtilement mais fermement à ces mêmes conservateurs le soutien dont bénéficie l'actuel négociateur en chef iranien.
MAKINSKY, Michel. « La configuration politique de l'Iran ». *Les clés du Moyen-Orient*, 2 février 2015. Disponible à : <http://www.lesclesdumoyenorient.com/La-configuration-politique-de-l.html>, consulté en octobre 2015.
- 16 Entretien avec Michel Makinsky, Paris, février 2015 ; et *Ibid.*, MAKINSKY, Michel. « La configuration politique de l'Iran ».
- 17 La mise en quarantaine des institutions bancaires et de la banque centrale iraniennes – et les sérieuses menaces américaines contre les opérateurs récalcitrants – a fini de complexifier les capacités d'échanges de Téhéran dont l'économie a vite pâti de son incapacité à utiliser le dollar. L'objectif de l'administration Obama était d'étrangler économiquement le pays afin de l'obliger à négocier et à renoncer à son programme nucléaire.
KATZMAN, Kenneth. *Iran sanctions*. Washington D.C. : Congressional Research Service, CRS Report RS20871, 18 mars 2014.
OBAMA, Barack. *Executive Order 13599 of February 5 2012. Blocking Property of the Government of Iran and Iranian Financial Institutions*. Washington D.C. : Federal Register, 8 février 2012, vol. 77, n° 26. Disponible à : http://www.treasury.gov/resourcecenter/sanctions/Programs/Documents/iran_eo_02062012.pdf, consulté en octobre 2015.

Côté américain, durant cette même période, même si les entreprises étaient impatientes de conquérir un marché prometteur, l'administration a fait face à la réticence du Congrès et à l'opposition de ses alliés israéliens, saoudiens, et à leurs relais. Ainsi l'Aipac, le lobby pro-israélien dont les positions sont souvent perçues comme proches des néoconservateurs, a-t-il tenté de « torpiller » l'action diplomatique de l'administration en usant de ses relais au Congrès. Emmené par les sénateurs Edward Royce, républicain, et Eliot Engel, démocrate, un important nombre de parlementaires a essayé de faire voter une loi qui aurait obligé Washington à renforcer les sanctions contre Téhéran alors même que les négociations battaient leur plein, ceci en tentant de réunir un nombre de parlementaires suffisant pour contourner le veto qu'avait promis d'appliquer Barack Obama si la loi était votée. Après que plusieurs parlementaires et personnalités démocrates eurent dénoncé un projet de loi qui entraînerait « une marche vers la guerre », certains démocrates ont retiré leurs signatures, faisant avorter ce projet¹⁸. Comme en témoignent les récentes dissensions entre Barack Obama et Benjamin Netanyahu¹⁹, le réchauffement des relations entre Washington et Téhéran crée des tensions entre les États-Unis et leur traditionnel allié israélien.

Une fois l'accord définitif signé, le 14 juillet 2015, l'administration Obama a dû de nouveau déployer une énergie considérable pour faire échouer la tentative des républicains de faire rejeter l'accord au Congrès. Après un travail de conviction intense auprès des membres démocrates du Congrès, l'administration a réussi à réunir suffisamment de parlementaires pour rejeter la motion hostile à l'accord. Ce vote, intervenu le 11 septembre 2015, couronne les efforts continus d'une « diplomatie de la paix » comme une réponse aux excès qui ont pu découler du traumatisme du 11 septembre 2001.

.....
18 LANDLER, Mark et WEISMAN, Jonathan. "Obama Fights a Push to Add Iran Sanctions". *New York Times*, 13 janvier 2014.

HABER, Eitan. "Aipac Is Not What It Used To Be". *Ynetnews.Com*, 13 mars 2014.

ROCHE, Boris. « Un échec cinglant de l'Aipac. Le lobby pro-israélien a-t-il présumé de ses forces ? ». *Orient XXI*, 5 mars 2014.

19 Alors que les relations n'ont jamais été bonnes entre le président démocrate et le Premier ministre néoconservateur israélien, ce dernier allant jusqu'à soutenir ouvertement Mitt Romney durant la campagne présidentielle de 2012, la visite de B. Netanyahu à Washington en mars 2015 a donné lieu à un incident diplomatique rare. Comme ce voyage a été programmé hors du protocole de la Maison Blanche, Barack Obama, en repréailles, a refusé de rencontrer le Premier ministre israélien, allant jusqu'à désavouer publiquement son discours devant le Congrès.

OBAMA, Barack. *Remarks by the President Before Meeting with Secretary of Defense Carter*. Washington D.C. : The White House, 3 mars 2015. Disponible à : <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2015/03/03/remarks-president-meeting-secretary-defense-carter>, consulté en octobre 2015.

« Obama et Netanyahu en pleine scène de ménage ». Paris : *Le Point*, 3 mars 2015. Disponible à : http://www.lepoint.fr/monde/obama-et-netanyahu-etalent-leurs-desaccords-sur-le-nucleaire-iranien-03-03-2015-1909496_24.php, consulté en octobre 2015.

Cette victoire n'abolit pourtant pas les tensions internes et encore moins celle que connaît Washington avec son allié saoudien. Si le roi Salman a réservé la première visite diplomatique de son règne à l'allié américain, les échanges d'amabilités cachent mal la vérité des divergences²⁰.

Washington – Riyad : l'ère Salman marquera-t-elle la fin de la « relation spéciale » ?

L'Arabie Saoudite est un allié qui compte tout particulièrement pour Washington. Si, comme le rappellent certains spécialistes, les deux pays ne partagent pas les mêmes valeurs, ils partagent néanmoins des intérêts stratégiques de premier ordre. Le Royaume a des capacités de production suffisantes pour influencer sur le cours international du pétrole. Si l'on fait fi des crises qui ont déclenché les chocs pétroliers de 1973, l'Arabie Saoudite souhaite maintenir un cours du brut qui soit suffisamment haut pour maximiser ses revenus sans pour autant que la cherté du produit ne pousse le marché à trouver des énergies de substitution. En accord avec Washington, le régime saoudien s'est arrangé depuis des décennies pour maintenir un cours bas et « lisser » les fluctuations afin de ne pas déstabiliser le marché. Ainsi le pays a-t-il fortement augmenté sa production pour soutenir la politique de sanctions de son allié américain contre l'Iran chaque fois que cela fut nécessaire, ceci, encore plus à partir de 2012. Beaucoup aujourd'hui s'interrogent néanmoins sur la pérennité de cette « relation spéciale » à l'heure où Washington semble vouloir rééquilibrer sa politique moyen-orientale en réintégrant Téhéran aux jeux régional et international.

Souvent annoncé, le divorce américano-saoudien ne semble pas encore prononcé malgré des tensions bilatérales (attentats du 11 septembre, printemps arabe) et internes fortes. En refusant la déclassification de vingt-huit pages du rapport des Commissions du renseignement du Congrès sur le 11 septembre, réclamé par les parlementaires qui l'ont consulté, l'administration Obama semble couvrir son allié²¹. Celles-ci apporteraient la preuve du soutien de personnalités saoudiennes aux terroristes et leur divulgation pourrait gravement affecter les relations bilatérales. Cependant, ces éléments non divulgués ont-ils influé sur la redéfinition de la politique moyen-orientale des États-Unis depuis l'élection d'Obama ?

En tout état de cause, l'Arabie Saoudite demeure un partenaire économique et militaire primordial pour Washington. Comme l'a rappelé, en septembre 2013, la Secrétaire américaine au Commerce Penny Pritzker, l'Arabie Saoudite est la plus importante économie au Moyen-Orient et les relations commerciales entre

20 The White House. "Remarks by President Obama and His Majesty King Salman bin Abd alAziz of Saudi Arabia Before Bilateral Meeting". Washington D.C., 2 février 2015.

21 FEUEBERG, Gary. "The Saudi Connection to 9/11 Attacks. Congressmen Call for Declassifying 28 pages from a 9/11 Joint Congressional Inquiry". *op.cit.*

les deux pays sont « florissantes », tant en termes d'échanges que d'investissements²². En 2003, les exportations des États-Unis en Arabie Saoudite se chiffraient à 4,59 milliards de dollars (Bn\$) et leurs importations à 18,08 Bn\$²³. En 2013, il ont exporté pour 18,98 Bn\$ et importé pour 51,8 Bn\$, soit un accroissement de 413 % des exportations et de 286,5 % des importations. Selon le bureau de l'US-TR (United States Trade Representative), l'Arabie Saoudite est le dix-neuvième marché pour les exportations américaines et leur huitième partenaire pour les importations²⁴.

Les deux États conservent aussi une très forte coopération militaire et poursuivent leurs efforts visant à assurer une meilleure interopérabilité des forces américaines et saoudiennes en cas d'action commune²⁵. L'objectif principal de cette coopération est d'assurer la protection des infrastructures pétrolières stratégiques. Pour les entreprises américaines de l'armement, le Royaume est un eldorado. Un rapport du Congressional Research Service explique les enjeux inhérents, pour l'industrie de défense américaine, du renouvellement des appareils et matériels de l'armée de l'air saoudienne (Royal Saudi Air Force, RASF) et du programme de modernisation de la Garde nationale saoudienne (Saudi Arabian National Guard, SANG)²⁶. Il rappelle que si l'Arabie Saoudite se dote des appareils F-15 américains, cela « perpétuera la dépendance de la RASF (le service militaire d'élite du pays) à l'égard du matériel et des formations de l'armée des États-Unis et des entreprises de défense américaines ». Pour l'industrie américaine, l'Arabie Saoudite est un fantastique marché qui a été évalué, suite aux propositions commerciales effectuées dans cette perspective, à plus de 86 Bn\$²⁷. Il est difficile donc de renverser la table et de remettre en question du jour au lendemain des liens politiques, stratégiques, économiques et militaires si profonds. Des fâcheries, oui, un divorce, non.

.....

22 *Ibid.*

23 U.S. Census Bureau. *Trade in Goods with Saudi Arabia*. Washington D.C. : U.S. Department of Commerce. Données disponibles à : <http://www.census.gov/foreign-trade/balance/c5170.html>, consulté en octobre 2015.

24 Office of the United States Trade Representative. *U.S.-Saudi Arabia Trade Facts*. Washington D.C.. Disponible à : <http://www.ustr.gov/countries-regions/europe-middle-east/middle-east/north-africa/saudi-arabia>, consulté en octobre 2015.

25 General AUSTIN, Lloyd J. III. *Commander's Posture Statement, Statement of General Lloyd J. Austin III Commander U.S. Central Command Before the House Armed Services Committee on the Posture of U.S. Central Command*. Floride : MacDill AFB, Centcom, 5 avril 2014. Disponible à : <http://www.centcom.mil/en/about-centcom-en/commanders-posture-statement-en>, consulté en octobre 2015.

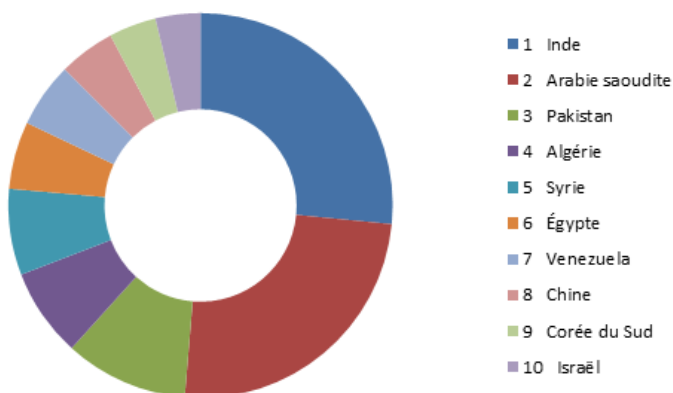
26 BLANCHARD, Christopher M. *Saudi Arabia : Background and U.S. Relations*. Washington D.C. : CRS Report, RL33533, Congressional Research Service, 12 février 2014, p. 7.

27 *Ibid.*, p. 2 et 5.

Accords de ventes d'armement aux pays émergents 2004 - 2011(en millions de dollars)

Période 2004 - 2007			%	Période 2008 - 2011			%
1	Inde	25 300	27	1	Arabie saoudite	52 100	37
2	Arabie saoudite	23 600	25	2	Inde	21 300	15
3	Pakistan	9 900	10	3	Emirats arabes unis	17 200	12
4	Algérie	7 100	7	4	Brésil	9 400	7
5	Syrie	6 900	7	5	Égypte	8 900	6
6	Égypte	5 400	6	6	Venezuela	7 900	6
7	Venezuela	5 200	5	7	Irak	6 700	5
8	Chine	4 500	5	8	Taïwan	6 500	5
9	Corée du Sud	3 800	4	9	Israël	5 900	4
10	Israël	3 600	4	10	Corée du Sud	5 400	4
TOTAL		95 300	100	TOTAL		141 300	100

Période
2004 – 2007



Période
2008 – 2011

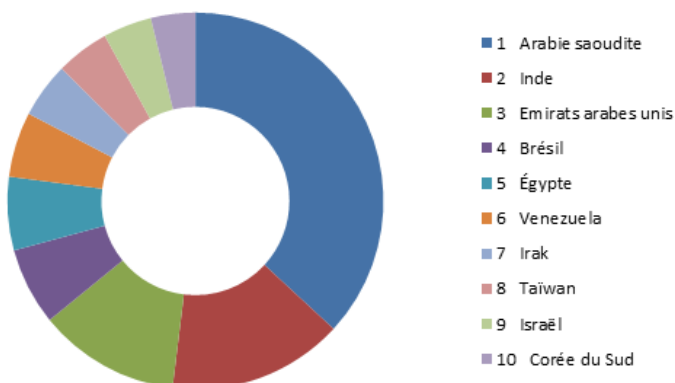


Tableau 1 : L'évolution de la part de l'Arabie Saoudite dans les accords de vente d'armement aux pays émergents entre 2004 et 2011 (en millions de dollars – pourcentages arrondis).

Source : GRIMMET, R.F. et KERR, P.K.. "Conventional Arms Transfers to Developing Nations, 2004– 2011", Washington D.C. : Congressional Research Service, R42678, 24 décembre 2014

Accords de ventes d'armement à l'Arabie saoudite par pays 2004 - 2011 (en millions de dollars)

Période 2004 - 2007				Période 2008 - 2011			
			%				%
1	Pays d'Europe de l'Ouest	16 900	71,6	1	États-Unis	45 600	87,5
2	États-Unis	5 000	21,2	2	Pays d'Europe de l'Ouest	5 300	10,2
3	Chine	800	3,4	3	Autres pays européens	1 100	2,1
4	Autres pays européens	800	3,4	4	Autres pays	100	0,2
5	Autres pays	100	0,4				0,0
TOTAL		23 600	100	TOTAL		52 100	100

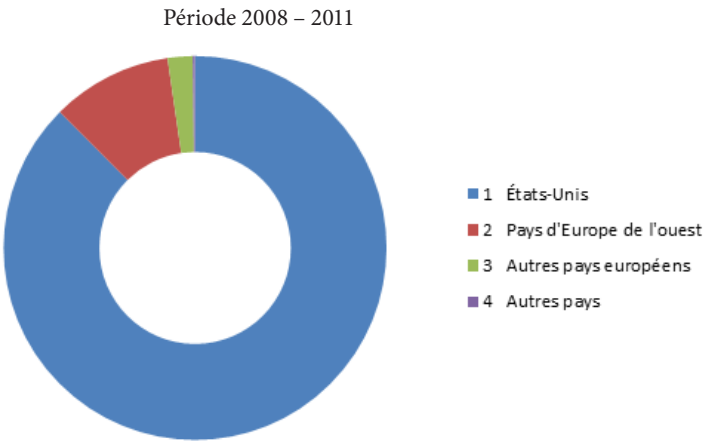
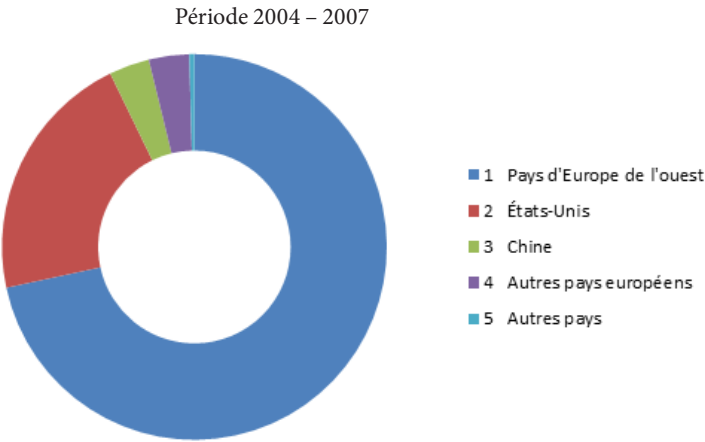


Tableau 2 : L'évolution de la part des fournisseurs dans les accords de vente d'armement à l'Arabie Saoudite entre 2004 et 2011 (en millions de dollars – pourcentages arrondis).

Source : GRIMMET, R.F. et KERR, P.K.. "Conventional Arms Transfers to Developing Nations, 2004-2011. Washington D.C. : Congressional Research Service, R42678, 24 décembre 2014.

L'avènement du roi Salman n'a donc pas modifié en profondeur la relation bilatérale entre Washington et Riyad. Cependant, Washington suit avec attention les premiers pas du nouveau souverain et la réorganisation de l'appareil d'État qui pourrait porter en elle les germes d'une déstabilisation interne à venir. Rompant avec l'habitude de ses prédécesseurs, le roi a resserré le nombre de membres de la famille royale en charge des affaires du Royaume. La nomination de Muhammad bin Nayef, ancien ministre de l'Intérieur ayant été aussi en charge des questions de contre-terrorisme, au poste de Prince héritier, a été bien accueillie à Washington où il est très respecté²⁸. En revanche, la nomination de son fils Muhammad bin Salman, âgé de 34 ans, au poste de vice-Prince héritier, pose beaucoup plus de questions. Connaissant peu l'étranger, n'ayant pas occupé de fonctions importantes auparavant, il devient ministre de la Défense, chef de la Cour royale (l'équivalent du Secrétaire général de l'Élysée) et directeur du Comité économique et de développement qui pilote l'économie du Royaume²⁹. Tant de pouvoirs dans les mains d'un homme jeune, dénué d'une véritable expérience d'État, inquiète les observateurs internationaux, ceci d'autant plus que les autres membres de la famille royale pourraient à terme être tentés de contester le fait du Prince, ouvrant la voie à des querelles internes semblables à celles qui ont emporté le deuxième État saoudien (1824-1891).

Si la transition entre Abdallah et Salman s'est opérée en douceur, Washington demeure attentif à la situation du pays et va devoir apprendre à travailler avec le jeune prince désormais en charge de leur coopération militaire et ceci dans un contexte de prolifération nucléaire de plus en plus inéluctable. Ainsi, l'accord sur le nucléaire iranien a-t-il été accueilli froidement à Riyad où la perspective d'un Iran redevenant puissance régionale, et potentiellement nucléaire, effraie les autorités saoudiennes.

Le nucléaire dans le golfe Persique : mythes, mensonges et réalités

« S'ils ont des armes nucléaires, nous aurons des armes nucléaires », l'avertissement lancé, en 2009, par le roi Abdallah³⁰ au diplomate américain Dennis Ross³¹ prend, après la signature des accords de juillet 2015 à Genève entre l'Iran et la communauté internationale, toute son ampleur.

28 GAUSE, F. Gregory III. "Saudi Arabia's Game of Thrones". *Foreign Affairs*, 2 février 2015. Disponible à :

<http://www.foreignaffairs.com/articles/142842/f-gregory-gause-iii/saudi-arabias-game-of-thrones>, consulté en octobre 2015.

29 *Ibid.*

30 HENDERSON, Simon. "The U.S.-Saudi Royal Rumble". *Washington Institute for Near East Policy*, 1^{er} novembre 2013. Disponible à : <http://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/the-u.s.-saudiroyal-rumble>, consulté en octobre 2015.

31 Diplomate et ancien émissaire du président Clinton au Moyen-Orient.

Alors que les États-Unis ont signé, en 2008, un protocole d'accord avec l'Arabie Saoudite pour le développement d'une industrie nucléaire civile³² dans le cadre du programme américain Atoms For Peace, Washington pourrait se retrouver dépassé par les ambitions nucléaires militaires de son allié saoudien. Le protocole d'accord de 2008 prévoit le développement d'une industrie nucléaire civile destinée, notamment, à la médecine, l'industrie et la production d'électricité. Pour le Département d'État, Riyad représentait alors l'exemple à suivre, à l'opposé de Téhéran, cet accord s'inscrivant dans le respect des standards internationaux de l'Agence internationale de l'énergie atomique³³. Un décret royal de 2009 rappelait que « le développement de l'énergie atomique est essentiel afin de satisfaire les besoins croissants du Royaume en énergie afin de de l'électricité, produire de l'eau dessalinisée et réduire la dépendance aux ressources d'hydrocarbures qui diminuent »³⁴.

Cependant, le Royaume a maintenu une stratégie nucléaire militaire secrète qui repose sur deux options : développer son propre programme en bénéficiant d'un transfert de technologie d'un pays ami ou se doter de l'arme atomique en l'acquérant auprès d'un pays vendeur. Dans les deux cas, le Pakistan est le partenaire idéal. L'intérêt de Riyad pour le programme nucléaire d'Islamabad est ancien. En 1999, l'ancien ministre saoudien de la Défense, le Prince Sultan, a visité en compagnie du Premier ministre pakistanais Nawaz Sharif, la centrale de Kahuta où le pays produit de l'uranium fortement enrichi³⁵. Il a alors rencontré le scientifique A.Q. Khan, connu pour avoir effectué des transferts de technologies nucléaires vers l'Iran, la Libye et la Corée du Nord³⁶, autant d'éléments qui inquiètent Washington, alors que Riyad n'a pas signé la totalité des accords de non-prolifération internationaux, ni le traité permettant des inspections strictes de l'AIEA. Si des experts estiment qu'une bombe saoudienne serait envisageable entre 2020 et 2025, il faut néanmoins rester prudent avec ce type d'allégations qui ont eu par le passé des conséquences dramatiques. La possibilité d'une arme atomique saoudienne n'est cependant pas complètement fantaisiste et Washington s'alarme surtout d'un « bricolage astucieux » de Riyad.

L'Arabie Saoudite a exhibé, pour la première fois en avril 2014, ses missiles CSS-2 chinois capables de transporter des têtes nucléaires, envoyant ainsi un message tant à Téhéran qu'à Washington. Ce que craignent les experts militaires

.....
32 United States Trade Representative. *Memorandum of Understanding Between the Government of the United States of America and the Government of the Kingdom of Saudi Arabia Concerning Cooperation in Nuclear Energy and Other Energy Field*. Riyad, 16 mai 2008.

33 Department of State. "U.S.-Saudi Arabia Memorandum of Understanding on Nuclear Energy Cooperation". Washington D.C. : Office of the Spokesman, 16 mai 2008.

34 HEINONEN, Olli et HENDERSON, Simon. *Nuclear Kingdom: Saudi Arabia's Atomic Ambitions*. Washington Institute for Near East Policy, PolicyWatch 2230, 27 mars 2014.

35 HENDERSON, Simon. *The U.S.-Saudi Royal Rumble*, op. cit.

36 HEINONEN, Olli et HENDERSON, Simon. *Nuclear Kingdom: Saudi Arabia's Atomic Ambitions*, op. cit.

américains, c'est le montage sur les missiles CSS-2 de têtes nucléaires pakistanaïses après une opération d'ajustement des deux technologies³⁷. Si Islamabad venait à fournir des têtes nucléaires à Riyad, l'Arabie Saoudite se retrouverait avec une bombe « artisanale » mais opérationnelle avant Téhéran. Un axe Riyad – Islamabad, déjà existant, semble aujourd'hui devenir prégnant. Fin février 2015, Salman a invité de manière urgente et inhabituelle le Premier ministre pakistanais, Nawaz Sharif, pour discuter de la « coopération stratégique » des deux États. Doutant de l'alliance militaire avec Washington, le Royaume souhaite consolider l'engagement pakistanais à la sécurité saoudienne, ce qui, selon les spécialistes, inclut une dimension nucléaire³⁸. On imagine alors aisément les risques de débordements dans une zone aussi agitée. Ayant longtemps milité pour une région complètement dénucléarisée, Riyad semble aujourd'hui capable de se doter rapidement d'armes dangereuses. On comprend mieux le défilé quasi permanent d'officiels américains depuis la signature des premiers accords de Genève sur le nucléaire iranien en novembre 2013.

Que peut faire Washington si l'Arabie Saoudite vient à se doter de l'arme atomique ou d'armes atomiques ? Les États-Unis seraient-ils alors obligés de mettre le pays sous embargo, voire d'intervenir, ou devront-ils céder face à leur allié historique créant ainsi un précédent inquiétant ? L'Iran, durant les négociations, n'a pu ignorer l'attitude de Riyad et ne pas mettre les États-Unis face à ce dilemme. Il semble désormais fort probable qu'un Moyen-Orient dénucléarisé relève plus, à moyen terme, du vœu pieux que de la réalité.

La guerre au Yémen : conflit « ouvert » entre l'Arabie Saoudite et l'Iran ?

Les relations entre l'Arabie Saoudite et l'Iran s'inscrivent, plus que jamais, dans une logique d'affrontement. L'État saoudien, partisan d'un islam sunnite traditionaliste, considère l'Iran, principal pays chiïte, comme un dangereux rival régional et une source de danger pour l'équilibre des monarchies sunnites. Au-delà de l'exécration de Riyad pour l'islam chiïte, considéré comme hérétique par les wahhabites et les sunnites traditionalistes, les Saoud craignent que Téhéran, à la faveur des troubles qui ont émergé notamment depuis 2011, n'agite les minorités chiïtes du golfe Persique pour déstabiliser les régimes sunnites. Riyad analyse l'évolution des conflits régionaux à travers une grille de lecture d'opposition religieuse entre sunnites et chiïtes, une nouvelle guerre de religion au

.....
37 HENDERSON, Simon. *Saudi Arabia's Missile Messaging*. Washington D.C. : Washington Institute for Near East Policy, 29 avril 2014.

38 RIEDEL, Bruce. "Saudi Arabia prepares for Iran nuclear deal". *Al Monitor*, Houston, 8 mars 2015. Disponible à : <http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2015/03/saudi-arabia-prepares-for-iran-nuclear-deal.html#>, consulté en octobre 2015.

sein de l’Islam, une guerre que les Occidentaux pourraient comparer à celles qui ont opposé catholiques et protestants. Ainsi cette opposition prend-elle plusieurs formes, plus ou moins violentes.

La question des pèlerins chiites se rendant à la Mecque pour effectuer le *hajj*, le pèlerinage que doit effectuer chaque musulman, est une source d’innombrables accrochages depuis la révolution iranienne. En 1987, le pèlerinage donne lieu à un affrontement entre pèlerins chiites défiant l’interdiction saoudienne de brandir des portraits du Guide Khomeiny et les forces armées de Riyad qui ouvrent le feu faisant plusieurs centaines de morts³⁹. En 2015, l’Iran a annoncé la suspension du « petit » pèlerinage à la Mecque après une tentative d’agression sexuelle sur deux Iraniens par deux policiers saoudiens à l’aéroport de Djeddah⁴⁰.

Côté diplomatique, les *casus belli* s’accumulent depuis de nombreuses années et l’espoir de voir les deux États renouer des liens semble s’estomper. Alors que l’ère Rafsandjani (1989 – 1997) a permis d’initier un rapprochement des deux États, la réconciliation semble ne pas pouvoir intervenir malgré les efforts continus de part et d’autres, et notamment la volonté du gouvernement Rohani d’inscrire une normalisation de ses relations avec l’Arabie Saoudite parmi ses priorités stratégiques. Cependant, depuis le renversement du régime de Saddam Hussein, en 2003, la chute d’Hosni Moubarak, en 2011, et les conflits qui ont découlé du printemps arabe, la rivalité entre les deux potentielles puissances régionales ne cesse de croître. Alors que Téhéran n’a eu de cesse de soutenir les acteurs chiites de la région (Hezbollah libanais, régime alaouite de Bachar al Assad, majorité chiite en Irak), Riyad a ouvertement soutenu les groupes sunnites radicaux, dont l’État islamique, en Syrie et en Irak. L’Arabie Saoudite a également soutenu le général Al-Sissi en Égypte lors du coup d’État contre Mohammed Morsi, premier président arabe démocratiquement élu, et les Frères Musulmans.

Le rapprochement entre les États-Unis et l’Iran, depuis novembre 2013, inquiète fortement Riyad qui craint que l’accord de juillet 2015 avec Téhéran ne se fasse aux dépens des pétromonarchies et n’ait des conséquences sur la pérennité des régimes sunnites en place. Riyad organise donc la « résistance arabe », notamment via le Conseil de coopération du golfe, face à « l’ennemi perse ». Cette « résistance » semblerait même inclure une convergence de vues avec Israël, l’État pourtant honni par Riyad. Dans un article paru au lendemain de l’accord de Genève de 2013, l’analyste Simon Henderson révèle que des responsables saoudiens auraient déclaré que les intérêts d’Israël et de l’Arabie saoudite

39 LEVERRIER, Ignace. « L’Arabie saoudite, le pèlerinage et l’Iran ». *Cahiers d’Études sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien*, 22 | 1996, 4 mars 2005. Disponible à : <http://cemoti.revues.org/137>, consulté en octobre 2015.

40 « L’Iran suspend le pèlerinage en Arabie Saoudite ». *RFI*, 14 avril 2015. Disponible à : <http://www.rfi.fr/moyen-orient/20150414-iran-arabie-saoudite-petit-pelerinage-tensions-yemen-syrie-etats-unis/>, consulté en octobre 2015.

étaient « presque semblables ». Et ces derniers d'ajouter qu'en cas de survol du territoire saoudien par l'aviation militaire israélienne pour aller frapper l'Iran, Riyad n'interviendrait pas. Espérant qu'une telle situation survienne, les autorités se contenteraient d'une protestation publique *a posteriori*⁴¹.

C'est dans ce contexte que la crise yéménite a pris de l'ampleur avec le déclenchement par l'Arabie Saoudite et ses alliés (dont la Turquie et les États-Unis) de l'opération « Tempête décisive », le 26 mars 2015. Cependant, ce que beaucoup pensent être une guerre contre l'influence iranienne est, en fait, beaucoup plus complexe. S'il est vrai que l'Iran apporte son soutien au mouvement Houthi chiite qui se bat contre les troupes restées fidèles au gouvernement, soutenu par Riyad, le conflit est avant tout local. L'histoire de la constitution de l'État moderne saoudien est émaillée de conflits avec son voisin yéménite. Durant les années quatre-vingt-dix, dans un Yémen affaibli, Riyad a usé de son influence sur le gouvernement central pour faire du prosélytisme wahhabite et anti-zaydisme, l'une des branches du chiisme. C'est pour défendre le zaydisme que s'est créé le mouvement Houthi⁴². D'accrochages en affrontements, les tensions des chiites yéménites avec les Saoudiens se sont insérées dans une contestation de politique interne contre l'ex-président Saleh au lendemain des printemps arabes et contre l'actuel président Hadi. Dans cette opération, l'influence iranienne semble plutôt agir comme un épouvantail – présenté par les Saoudiens pour convaincre leurs alliés, notamment américains – afin d'entériner des intérêts stratégiques locaux plutôt que de lutter contre une menace iranienne qui serait aussi « réelle » qu'en Syrie ou au Liban.

Le retour de l'Iran : une quadrature du cercle américaine

S'étant attachée à résoudre le problème du nucléaire iranien par la voie diplomatique, ouvrant ainsi la voie à un rétablissement progressif des relations entre Washington et Téhéran, l'administration Obama donne l'impression d'être descendue aux Enfers pour capturer Cerbère. Rarement un dossier diplomatique aura concentré autant d'intérêts contradictoires pour Washington.

Aux citoyens américains, l'administration doit expliquer qu'un potentiel accord est bon pour la sécurité et l'économie du pays. Aux entreprises, alléchées par un marché de 78 millions de consommateurs, elle doit le leur ouvrir dans

.....
41 HENDERSON, Simon. "No One in the Region Will Sleep". *The Atlantic*, 25 novembre 2013. Disponible à :

<http://www.washingtoninstitute.org/policyanalysis/view/no-one-in-the-region-will-sleep>, consulté en octobre 2015.

42 ORKABY, Asher. "Saudi Arabia's War with the Houthis: Old Borders, New Lines". Washington D.C. : Washington Institute for Near East Policy, 9 avril 2015. Disponible à : <http://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/saudi-arabias-war-with-the-houthis-old-borders-new-lines>, consulté en octobre 2015.

les meilleures conditions. Aux alliés arabes et israéliens, les États-Unis doivent garantir que l'accord sur le nucléaire iranien sera bel et bien appliqué, ceci alors que Téhéran risque de vouloir poursuivre ses recherches nucléaires sachant que Tel-Aviv est une puissance atomique, que Riyad pourrait se doter rapidement de missiles nucléaires et que plusieurs pétromonarchies semblent engagées dans la quête du Graal de l'atome. Alors que Washington a proposé à ses alliés une coopération militaire accrue et un système de défense anti-missile renforcé, l'Iran continue de craindre un scénario à l'ukrainienne¹. Si l'on considère les dépenses d'armements des alliés de Washington, la région semble être entrée dans une spirale dangereuse².

Surtout, l'administration Obama se retrouve confrontée à des oppositions idéologiques, dogmatiques et/ou culturelles fortes (affrontement sunnites/chiïtes, poids de l'Histoire dans une région à la mémoire plurimillénaire, visions politiques radicales, manque de confiance dans la parole américaine du fait de l'intervention militaire en Irak de 2003 ou des hésitations lors du printemps arabe) qui pénalisent les solutions sécuritaires proposées par Washington. Après l'accord sur le nucléaire iranien, la question demeure de savoir si les États-Unis parviendront à imposer une « coexistence pacifique forcée » aux différents acteurs dans le respect des intérêts stratégiques économiques internationaux.

Il n'est pas impossible que Barack Obama joue là, en tout cas en partie, son second mandat – et sa trace dans l'Histoire internationale – comme il a pu jouer son premier mandat avec l'opération visant à tuer Oussama Ben Laden. Si son prix Nobel avait semblé prématuré en 2009, les efforts déployés pour faire triompher la diplomatie lui vaudront peut-être, *a posteriori*, un succès durable.



Bibliographie indicative

BLANCHARD, Christopher M. *Saudi Arabia : Background and U.S. Relations*. Washington D.C. : Congressional Research Service, CRS Report for Congress, RL33533, 12 février 2014.

GERGES, Fawaz A. *Obama and the Middle East: the end of America's moment?*. New York : Palgrave Macmillan, 2012.

1 L'annexion de la Crimée par la Russie, en mars 2014, alors même que l'Ukraine avait accepté de se dessaisir de son arsenal nucléaire en échange d'une sanctuarisation de son territoire et du parapluie américain (accord de Budapest de 1994), n'a pu être absente de la réflexion de Téhéran quant à l'avenir de sa sécurité sans armement nucléaire. ADEBAHR, Cornelius. "Beyond the Butterfly Effect: What Ukraine Means for Iran". *Carnegie Endowment for International Peace*, 26 mars 2014. Disponible à : <http://carnegieendowment.org/2014/03/26/beyondbutterfly-effect-what-ukraine-means-for-iran/h613>, consulté en octobre 2015.

2 GRIMMET, R. F. et KERR P. K. Kerr. *Conventional Arms Transfers to Developing Nations, 2004 – 2011*. Washington D.C. : Congressional Research Service, R42678, 24 décembre 2014.

- FOURMONT-DAINVILLE, Guillaume. *Géopolitique de l'Arabie saoudite. La guerre intérieure*. Paris : Ellipses, 2005.
- GRIMMETT, Richard F. et KERR, Paul K. *Conventional Arms Transfers to Developing Nations, 2004-2011*. Washington D.C. : Congressional Research Service, CRS Report, R42678, 24 août 2012.
- HENDERSON, Simon. *After King Abdullah. Succession in Saudi Arabia*. Washington D.C. : Washington Institute for Near East Policy, Policy Focus #96, 2009.
- KATZMAN, Kenneth. *Iran Sanctions*. Washington, D.C. : Congressional Research Service, CRS Report RS20871, 18 mars 2014.
- LACROIX, Stéphane. *Les Islamistes saoudiens. Une insurrection manquée*. Paris : Presses universitaires de France, 2010. Coll. Proche-Orient.
- MAKINSKY, Michel. *L'économie réelle de l'Iran, Au-delà des chiffres*. Paris : L'Harmattan, 2014. Coll. L'Iran en transition.
- MURAWIEC, Laurent. *La guerre d'après*. Paris : Albin Michel, 2003.
- NASR, Vali. *Le renouveau chiite*. Paris : Demopolis, 2008.
- ROSS, Dennis et MAKOVSKY, David. *Myths, Illusions and Peace. Finding a New Direction for America in the Middle East*. New York : Viking, 2009.
- WESSER, Sébastien. « États-Unis - Arabie saoudite : la fin d'une "relation spéciale" ? ». *Défense*, juillet - août 2014, n° 169.
- WESSER, Sébastien. *L'évolution de la présence économique des États-Unis dans la région du golfe Persique (1989 -2014). Les cas de l'Arabie Saoudite, des Émirats Arabes Unis, de l'Irak et de l'Iran*. Thèse de doctorat. Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle : 2014.

